

Références : 20230830\_UIDLHL\_EAR\_287\_RAP  
Code AIOT : 0005600190

ST ETIENNE, le 30 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BRIVADOISE DE TRAITEMENT DE SURFACE SAS**

172, Avenue d'Auvergne  
43100 Brioude

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/08/2023 dans l'établissement BRIVADOISE DE TRAITEMENT DE SURFACE SAS implanté 172, Avenue d'Auvergne 43100 Brioude. L'inspection a été annoncée le 22/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 AN2023 SECHERESSE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BRIVADOISE DE TRAITEMENT DE SURFACE SAS
- 172, Avenue d'Auvergne 43100 Brioude
- Code AIOT : 0005600190
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

BTS, entreprise d'une vingtaine de personnes, est spécialisée dans le traitement de surfaces des métaux selon 3 procédés

- le traitement physico-chimique ligne "bains morts"
- le traitement par tonneaux
- la cataphorèse.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Inspection Action Nationale AN2023 "SECHERESSE"

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'inspection du 25 avril 2023 avait conduit à constater un certain nombre de non-conformités, qui ne sont pas reprises de manière exhaustive dans le présent rapport. Celles qui ont été traitées lors de l'inspection du 25 août 2023 font l'objet d'un renvoi au rapport d'inspection du 29 août 2023.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe5	/	Sans objet
4	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16	/	Sans objet
5	Rejets aqueux VLE	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 4.3.6	/	Sans objet
7	Volumes d'activité	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 1.2.1	/	Sans objet
8	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 7.5.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 03/04/2019, article 1.1	/	Sans objet
2	Sécheresse – gestion économe de l'eau	Code de l'environnement du 19/07/1976, article L211-1	/	Sans objet
6	Consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 8.1.3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour ce qui concerne la gestion quantitative de la ressource Eau, le Plan de Sobriété Hydrique préparé par l'exploitant est considéré comme valide. Il devra être complété d'un audit par rapport aux MTD (version 2006) des activités de traitement de surface des métaux, et de précisions sur les actions conjoncturelles conduites en période de crise. Ces deux points ne sont pas rédhibitoires car le site met en oeuvre des techniques éprouvées dans le domaine du traitement de surface, et a déjà mis en oeuvre des actions notables pour réduire sa consommation totale et spécifique.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/04/2019, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Suivi des consommations d'eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification du ou des milieux de prélèvement</li> <li>- Plan des réseaux d'alimentation</li> <li>- Présence d'un (plusieurs) compteur(s)</li> <li>- Fréquence de relevé et maintenance (optionnel)</li> <li>- Volumes prélevés</li> <li>- Respect des volumes prescrits le cas échéant</li> <li>- Vérification de la déclaration des volumes dans GEREPE le cas échéant</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> Le site est connecté au réseau AEP pour les usages sanitaires (7500 m3/an autorisés, consommation 2022 limitée à 2 % du volume autorisé) et prélève dans la nappe d'accompagnement de l'Allier pour les usages industriels (40 000 m3/an autorisés, consommation 2022 limitée à 34 % du volume autorisé).</p> <p>Pour ce qui concerne les eaux industrielles, le site peut pomper dans la nappe 10 m3/h et 160 m3/j. Dans la pratique, la pompe immergée du forage (situé en contrebas de l'usine) a une capacité minimale de 3,5 m3/h et une capacité maximale de 11 m3/h. Une cuve tampon semi-enterrée remplie jusqu'au détecteur de niveau haut dispose d'une pompe de reprise qui distribue l'eau en fonction des besoins des 3 lignes de production. Le détecteur de niveau haut stoppe automatiquement la pompe du forage quand il est atteint.</p> <p>Le compteur principal sur le forage a été installé en 2015. Il sera changé à son 10ème anniversaire, donc en 2025. Les relevés de consommations sont effectués journalièrement, aussi toute anomalie serait détectée rapidement. Depuis 2015 les relevés sont consignés sur un registre informatisé.</p> <p>Entre 2007 et 2009, l'osmoseur fonctionnait à l'eau de ville car les algues de l'eau de forage perturbaient les process, désormais il fonctionne par prélèvement dans la nappe, ce qui réduit la consommation d'eau AEP.</p> <p>Les 3 lignes de traitement de surfaces (bains morts, tonneaux, cataphorèse) disposent d'un compteur individuel. En 2016 la consommation en eaux de procédés s'élevait à près de 28 000 m3, cette consommation est désormais réduite à moins de 14 000 m3. L'exploitant respecte désormais la consommation spécifique réglementaire de 8l/m<sup>2</sup>/fonction de rinçage sans nuire à la qualité de sa production.</p> <p>L'exploitant indique que les économies réalisées sont le résultat de nombreuses réflexions sans avoir entraîné d'investissement lourd. En l'absence de refroidissement primaire dans les installations techniques, il n'y a pas eu de consommation industrielle en provenance du réseau AEP en 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Sécheresse – gestion économe de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 19/07/1976, article L211-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Dispositions prises pour économiser la ressource
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Actions menées pour réduire la consommation de manière pérenne
<p><b>Constats :</b> L'installation d'un compteur par ligne et le relevé journalier des consommations permet un suivi fin et une surveillance des éventuelles dérives.</p> <p>Sur la ligne "bains morts", le bain de rinçage permet de faire l'appoint d'eau sur le bain actif de zinc (économie d'eau et de produit chimique).</p> <p>L'exploitant envisage de tester le même principe sur un bain de cataphorèse pour gagner en consommations. Par ailleurs, une réflexion est engagée pour installer des débitmètres automatiques sur les postes de rinçage de la ligne de zinc.</p> <p>La consommation 2022 de 13 691 m3 d'eaux en provenance du forage est à mettre en regard du volume rejeté qui s'établit à 12 501 m3 la même année. Ainsi, seuls 1100 m3 sont "perdus" pour le milieu naturel, en partie du fait de l'évaporation car certains bains sont chauffés.</p> <p>Au regard de l'évolution des consommations sur les derniers exercices, l'exploitant a déjà effectué un grand pas vers une gestion économe de la ressource, et ce de manière pérenne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Exemption des restrictions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Sites pouvant démontrer que les besoins en eau pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (MTD, techniques les plus économes du secteur...)</p> <p>=&gt; Pour pouvoir bénéficier de ce 3eme critère d'adaptation : nécessité de réaliser un Plan de Sobriété Hydrique (PSH) selon le modèle régional.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a établi un Plan de Sobriété Hydrique conforme au modèle proposé par l'inspection. Il est de bonne facture, mais doit être complété sur deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les meilleures technologies disponibles : il a été indiqué que, si le document MTD-Conclusions de l'activité Traitement de Surfaces est en cours d'élaboration, un BREF existe déjà pour cette activité (version 2006). Aussi, un audit au regard des MTD spécifiques à la gestion de la ressource en eau sera utile, même si la visite du site a permis de constater que le site les met vraisemblablement en oeuvre.</li> <li>- la gestion de crise "sécheresse" nécessite un plan d'actions "conjoncturel". L'inspection a cependant noté que le site ferme 3 semaines en août ce qui constitue déjà une action notable en faveur de la réduction des consommations en période d'alerte.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Plan des réseaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Le plan des réseaux de collecte des effluents doit faire apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b> Un schéma des réseaux d'alimentation a été inclus au PSH Le plan de tous les réseaux (AEP, eau de nappe, eaux usées, eaux industrielles, eaux pluviales) est à transmettre sous un mois à l'inspection)
<b>Observations :</b> Transmettre sous un mois le plan des réseaux (voir rapport du 29 août 2023 établi suite à l'inspection du 25 avril 2023)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : Rejets aqueux VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 4.3.6
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Respect des VL de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduelles dans le milieu naturel et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.
<b>Constats :</b> L'Exploitant a remis à l'inspection le rapport de contrôle des rejets de la STEP interne au site relatif au second trimestre 2023. Ce rapport fait apparaître <ul style="list-style-type: none"><li>- une non-conformité en nitrites (concentration à plus de 3 fois la VLE, flux faiblement non conforme)</li><li>- une non-conformité en phosphore (concentration conforme, flux à 1,5 fois la VLE)</li><li>- une non-conformité en aluminium (concentration conforme, flux à 2 fois la VLE)</li><li>- une non-conformité en manganèse (concentration conforme, flux à 2 fois la VLE)</li><li>- une non-conformité en nickel (concentration conforme, flux à 1,5 fois la VLE)</li></ul> Le rejet est effectué dans le ruisseau Le Féréol qui rejoint la Vendage, affluent de l'Allier. L'inspection n'a pas trouvé de référence Sandre pour le cours d'eau Le Féréol, qui serait donc une masse d'eau non répertoriée. L'inspection prend l'attache de la DDT43 pour confirmation et reviendra vers l'exploitant sur ce point.  Pour ce qui concerne le pH, une neutralisation finale à l'acide sulfurique est désormais réalisée. Cela permet selon l'exploitant de corriger les effets du pH optimal nécessaire à la précipitation du zinc.
<b>Observations :</b> Une étude technico-économique a été demandée à l'exploitant lors de l'inspection diligentée sur site le 25 avril 2023. Elle est à transmettre sous 3 mois (voir rapport du 29 août 2023 établi suite à l'inspection du 25 avril 2023)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Consommation spécifique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 8.1.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Consommation spécifique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder huit litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation, sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'inspection des installations classées le résultat et le mode de calcul de cette consommation spécifique ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
<b>Constats :</b> En 2017 la consommation spécifique du site était de 10,47 l/m <sup>2</sup> traité/fonction de rinçage. cette situation était donc non conforme, la Valeur limite réglementaire étant fixée à 8 l/m <sup>2</sup> traité/fonction de rinçage. Des progrès constants depuis ont permis de la ramener à 5,54 en 2021 et 6,67 en 2022.  Un suivi fin de cet indicateur est à assurer pour rester conforme à la Valeur limite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Volumes d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Volumes d'activité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> En 2020, l'exploitant a informé l'inspection d'un changement de ses rubriques ICPE, qui fait passé le volume de ses cuves de traitement de 44300 à 68300L.
<b>Constats :</b> L'exploitant a demandé que soient précisées les procédures auxquelles il doit soumettre son extension d'activité L'augmentation étant substantielle (+24 m3) mais inférieure au seuil IED (30 m3), le site étant déjà soumis à cette directive (44,3 m3 de bains autorisés) et donc à la rubrique 3260, une demande de cas par cas est à produire. Les issues possibles sont - Autorisation environnementale avec Etude d'impact (consultation de l'Autorité environnementale et enquête publique) - Autorisation environnementale avec Etude d'incidence (enquête publique réduite) - Prescriptions complémentaires  Les impacts liés à cette extension (rejets dans les milieux) seront pris en compte par l'Autorité environnementale pour prendre la décision adaptée.  Cette demande doit être transmise sous 3 mois (voir rapport du 29 août 2023 établi suite à l'inspection du 25 avril 2023)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2008, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Rétentions libres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Les rétentions situées en dessous des baignoires de traitement étaient pleines, l'inspection n'a pas pu juger de leur état.
<b>Constats :</b> Ce point n'a pas été contrôlé lors de l'inspection du 25 août 2023. L'exploitant doit transmettre les justificatifs attendus sous 15 jours (voir rapport du 29 août 2023 établi suite à l'inspection du 25 avril 2023)
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet